

Séance extraordinaire du Conseil départemental – 26 Septembre 2022

Rapport d'activité des services de l'Etat en 2021

Audition de Madame Sophie THIBAUT, Préfète du Val-de-Marne

Question de Monsieur Pierre GARZON relative à la sécurité :

Madame la Préfète,

Depuis de très nombreuses années, le Val-de-Marne fait office de parent pauvre de la politique de sécurité de l'Etat. Le manque de moyens et d'effectifs conduit à des situations parfois extrêmement dégradées et génératrices de tensions fortes alors que celles-ci auraient, le plus souvent, pu être anticipées et désamorcées si les moyens avaient été à la hauteur des besoins de notre territoire.

Si la situation est globalement difficile, elle est néanmoins sujette à des disparités fortes au sein même de notre département. Aussi, je tiens à vous alerter tout particulièrement sur la situation du commissariat du Kremlin-Bicêtre qui n'est pas aujourd'hui en mesure d'assurer ses missions de sécurité et de prévention auprès des habitants de la circonscription. Cette impossibilité est due à un effet ciseau entre un manque d'effectifs clairement établi et une inadéquation des missions avec les besoins du territoire.

- Sur le constat du manque d'effectifs : le commissariat du Kremlin-Bicêtre couvre les Villes d'Arcueil, de Gentilly, de Cachan, de Villejuif et du Kremlin-Bicêtre soit plus de 150 000 habitants. Avec 230 fonctionnaires, ce commissariat assure le traitement du plus gros volume de procédure judiciaire de département et affiche un ratio d'un policier pour plus de 650 habitants ce qui est très en deçà et de la moyenne nationale et du minimum requis pour garantir une politique de sécurité de qualité.
- A cette difficulté, déjà majeure, s'ajoute une forte « consommation » d'effectifs liés à l'exercice de « tâches chronophages » et qui ne relèvent pas de l'exercice de leur mission de service public dédiée à la prévention et à la sécurité des habitants. Pour exemple, les policiers nationaux de la circonscription sont régulièrement mobilisés sur demande de l'administration pénitentiaire afin d'accompagner des détenus de la prison de Fresnes, pourtant hors du territoire couvert, mais justifié par la prise en charge des détenus à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre. Ce type de mission conduit à la « paralysie » de plusieurs effectifs pendant parfois de nombreuses heures tout comme cela peut être le cas dans le cadre des visites médicales pour les gardés à vue. Dans ce cas précis, la crise des urgences et les délais d'attente anormalement longs se répercutent directement sur la capacité des fonctionnaires de police à assurer des missions de terrain.

Face à ce constat, pouvez-vous m'indiquer :

- **Les démarches entreprises afin d'améliorer le ratio de policier par habitant afin de le rapprocher des besoins constatés sur le territoire ?**

- **Si des décisions peuvent être prises afin de libérer les fonctionnaires de police de missions, aujourd'hui assumées mais ne relevant pas de leur fonction première au service des habitants du Val-de-Marne ?**

Pierre GARZON